



Cliquer pour  
agrandir  
4,6 €

## Champions nationaux et patriotisme économique (n.2903)

Problèmes économiques  
La Documentation française

### Problèmes économiques

N° 2.903

5 juillet 2006

#### DOSSIER : Champions nationaux et patriotisme économique

##### Malaise dans la mondialisation ou " patriotisme économique " ?

*La Revue parlementaire*

Elie Cohen

La France qui est un des pays les plus ouverts économiquement semble être obsédée par la nationalité de l'entreprise. Cette obsession trouve son origine dans l'idée selon laquelle la nationalité du capital détenu par les dirigeants et le lieu d'implantation du siège social auraient des effets positifs en termes d'effectifs ou de localisation d'activités. Les entreprises françaises ne se privent pourtant pas de lancer des opérations de fusions et acquisitions ou de rationalisation, lorsqu'il en va de leurs intérêts. L'auteur revient sur quelques-unes de ces contradictions françaises, notamment sur la politique de privatisation qui a été mise en œuvre mais sans la création de fonds de pension ou bien encore sur le démantèlement de l'Etat colbertiste qui n'a pas conduit à l'abandon d'une certaine vision traditionnelle sur le rôle économique de l'Etat.

##### La légitimité du patriotisme économique

*Défense nationale*

Christian Harbulot

Le débat qui s'est ouvert en France à propos du patriotisme économique est assez révélateur de l'absence de définition précise de ce concept. Selon l'auteur, le patriotisme économique définit le cadre de développement d'un pays confronté aux opportunités et aux menaces issues de la mondialisation des échanges. Il permettrait donc la poursuite de l'intérêt général. La mondialisation joue un rôle fondamental dans le développement de cette pratique que l'on retrouve dans la plupart des pays. Elle fournit en effet non seulement une justification commerciale, mais également sécuritaire (approvisionnement énergétique) au patriotisme économique.

##### Regards sur la nouvelle vague de fusions et acquisitions

*Regards économiques*

Nihat Aktas, Eric de Bodt et Giorgio A. Tesolin

Les chiffres ne trompent pas : après l'effondrement du nombre et du volume des opérations de fusions et acquisitions à la suite de l'éclatement de la bulle des nouvelles technologies au début des années 2000, on assiste, aujourd'hui, à un retour en force de ces opérations. L'année 2005, avec un montant total évalué à 2 980 milliards de dollars, s'est soldée par une augmentation de 43 % par rapport à 2004 du nombre des fusions et acquisitions. Au cours des premiers mois de 2006, la tendance semble même encore s'accélérer. Afin de mieux comprendre cet engouement, les auteurs présentent différents outils conceptuels et proposent une réflexion à partir des dernières recherches scientifiques menées sur ces questions. Ils étudient notamment les motivations qui sous-tendent le déclenchement d'opérations pouvant conduire à la fois à la création et à la destruction de valeur pour les actionnaires. Les auteurs reviennent, en conclusion, sur deux opérations récentes : l'OPA de Mittal sur Arcelor et la fusion entre Suez et Gaz de France.

##### Contrôle des fusions et acquisitions : le retour de la politique ?

*CES Ifo Forum*

Simon J. Evenett

Dans le domaine du contrôle de la concurrence et des fusions et acquisitions, la plupart des pays ont mis en place des autorités indépendantes. Dans la pratique, cette indépendance est plus au moins limitée par des dispositifs permettant aux responsables politiques de peser sur les décisions. Ainsi, pour des raisons de service public ou d'intérêt national, le ministre concerné ou le gouvernement peut parfois avoir le dernier mot. Comme le note l'auteur, ces pratiques gagnent du terrain. Aussi, les autorités antitrust sont-elles de plus en plus sévères quant il s'agit de bloquer des opérations impliquant le rachat d'une entreprise nationale par un concurrent étranger, tandis qu'une certaine bienveillance de leur part est de mise lorsque les opérations s'effectuent en sens inverse.

##### Quel patriotisme économique au XXIe siècle ?

*Amicus Curiae*

Augustin Landier et David Thesmar

La mondialisation des marchés de capitaux alimente les frustrations et les peurs. A partir de l'analyse des

différentes versions du patriotisme économique, les auteurs se demandent si celui-ci ne pourrait pas constituer une réponse susceptible de rendre la mondialisation moins inquiétante. Une première forme - défensive - du patriotisme économique cherche à dissuader les investisseurs étrangers de prendre le contrôle d'entreprises françaises mais cette stratégie a un coût économique élevé. Les auteurs recommandent donc d'adopter une autre forme du patriotisme économique, plus offensive celle-là qui pourrait permettre aux épargnants français de redevenir actionnaires des entreprises hexagonales. Mais pour atteindre cet objectif, il faudrait d'abord réformer le système financier français car actuellement les Français sont davantage créanciers que propriétaires de leurs entreprises.

#### **EGALEMENT DANS CE NUMERO**

##### **UNION EUROPEENNE**

###### **La Russie : partenaire stratégique de la zone euro**

*Bulletin de la Banque centrale européenne*

L'Union européenne et la Russie entretiennent des relations économiques étroites. La zone euro est le principal partenaire commercial de la Russie. Elle représente 35 % du total des échanges de biens de ce pays. En outre, un quart des importations nettes totales de pétrole de la zone proviennent de la Russie. Les deux économies ont donc tout intérêt à créer un environnement macroéconomique solide et stable, propice à leurs échanges. C'est ce que la Russie s'efforce de faire depuis la crise financière qu'elle a subie en 1998. L'augmentation des exportations de ses réserves abondantes en matières premières (6,1 % et 26,5 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz, respectivement) a contribué à maintenir son taux de croissance à un rythme annuel moyen de 6,8 % et à redresser ses finances publiques - le secteur représente 40 % des recettes budgétaires russes. Aussi les liens entre l'UE et la Russie se sont-ils renforcés au cours des dernières années : la zone est devenue la principale source d'investissements directs à l'étranger (IDE) en Russie (37 % du total) et l'euro a été choisi dans le pays comme monnaie d'ancrage et de réserve diminuant ainsi la volatilité de la parité euro/rouble.

##### **ENTREPRISE**

###### **Marques de distributeurs contre marques nationales : le match**

*Analyse financière*

Cédric Louboutin

L'époque où les marques nationales (MN) réalisaient de confortables marges appartient désormais au passé. En imposant des prix, en moyenne 40 % moins élevés que ceux des MN, les marques de distributeurs (MDD) ont en effet réussi à conquérir environ un quart du marché agroalimentaire. L'auteur ne prédit toutefois pas la fin des marques nationales. Leur coexistence sur le marché des deux types de marques est possible mais tient à une condition : la rationalisation de l'offre qui se traduit par la réduction du nombre de produits proposés. Les budgets consacrés au lancement d'une MN en termes de publicité, R&D et de marketing peuvent ainsi être plus importants et profiteront à l'ensemble des MDD de la même gamme.

##### **SCIENCE ECONOMIQUE**

###### **" Sentiment de progrès " et croissance économique**

*Bulletin du FMI*

Ina Kota

A l'heure où, dans les sociétés modernes, certaines valeurs comme l'équité ou la tolérance semblent être menacées, Benjamin Friedman, professeur à Harvard, soutient la thèse selon laquelle la croissance économique a une incidence positive sur la morale et aiderait à en promouvoir les valeurs. L'existence d'une relation entre le monde matériel et la morale, que beaucoup réfutent, en dépit des analyses théoriques de Adam Smith et de John Rawls, est ainsi réaffirmée. L'auteur précise toutefois que cette relation n'est valide qu'à la condition que : la croissance économique ne soit plus comprise comme une augmentation du produit intérieur brut (PIB) - qui n'affecte généralement que les 10 % les plus riches - mais comme une progression certaine des revenus médians de la majorité de la population. Dans ce cas, un " sentiment de progrès " est partagé par l'ensemble des individus. La thèse de Benjamin Friedman présente d'autant plus d'intérêt que l'on n'observe pas, actuellement aux Etats-Unis, et cela pour la sixième année consécutive, d'amélioration du niveau de vie moyen, alors que le PIB, lui, continue d'augmenter...

Année d'édition : 2006      48 pages, 21x27 cm  
Réf. : 3303332029037      ISSN : 0032-9304